

Le président de la République Piégé par sa Majorité ?

La responsabilité de la crise qui secoue actuellement le pays étant partagée, il est quand même clair que la majorité cache mal son jeu. Manquant de répondant politique aux critiques de l'opposition sur l'absence de vision et de stratégie dans le soutien qu'elle est censée apporter à l'action du président et du gouvernement, elle n'a comme trouvaille que de pousser Ould Abdel Aziz dans une campagne hors saison ! L'attaque frontale que ce dernier vient de lancer contre l'opposition n'est pas seulement destinée à servir comme réponse aux critiques de celle-ci mais, plus pernicieusement, à compliquer encore plus une situation déjà peu enviable. Elle met un trait rouge sur la possibilité d'un dialogue où l'opposition pourrait proposer sa vision des choses, laissant à la majorité la latitude de voir en quoi elle se recoupe avec son programme de gouvernement. Ce qui est possible - et encore - c'est tout simplement de discuter de ce que le pouvoir a prévu, pour les cinq années à venir, pour la gouvernance du pays. L'idée de contrôler l'action de la majorité et de proposer des "conseils" n'est pas viable, même théoriquement, puisqu'elle peut être retournée à l'opposition sous la forme "d'une critique non fondée de l'action du gouvernement" ou de "jalousie" due à l'incapacité des contradicteurs du président Ould Abdel Aziz à digérer leur défaite lors de l'élection présidentielle passée". On accepterait de l'opposition que ce qui cadre bien avec le programme d'un président et d'un gouvernement non exempts d'erreurs (d'appréciation) et de soumission, volontaire ou non, aux pesanteurs de la politique politicienne. Car l'idée de refuser le dialogue, à moindre frais, ne peut venir - et servir - que cette majorité qui était visiblement en perte de vitesse parce qu'elle ne savait quoi faire face à la montée en puissance d'une opposition ressoudée. L'intérêt de la nouvelle coalition (CPM) se trouve non pas dans le dialogue avec l'autre camp (COD) pour un éventuel apaisement du front, synonyme d'éventuelles concessions pas forcément liées à la formation d'un gouvernement d'union nationale, mais dans la préservation de son statut de principal pourvoyeur (en postes) du pouvoir ! L'idée tournée - et retournée - mille fois, ces temps-ci, qu'une majorité est faite pour gouverner et l'opposition doit se contenter de compter les étoiles, en attendant que le temps passe (cinq longues années), sans tenir compte du fait que le pays traverse l'une des crises les plus graves dans son histoire.

Que l'on accepte que le président Mohamed Ould Abdel Aziz est animé par cette volonté de bâtir une "Mauritanie nouvelle" n'empêche pas de dire que, pour le moment, son projet est souvent dévié de sa trajectoire par ses exécutants. De bonnes mesures ont été prises pour reloger des milliers de familles abandonnées à leur (mauvais) sort depuis plus de trente ans, pour mettre un terme à des écarts de gestion au niveau de la

Direction du Budget et des procédures de passation des marchés, mais rien n'a été fait pour apaiser le front social. On peut même penser qu'une campagne malveillante a été faite pour exacerber les tensions, quand le Premier ministre a sorti de ses manches le très controversé décret fixant les règles de redistribution - très inéquitable - du pactole gagné sur la suppression des prises en charges, énormes, du logement, du transport, d'eau et d'électricité d'une poignée de nantis. On peut dire la même chose de la manière dont le gouvernement a ficelé sa stratégie de renflouement des caisses de l'Etat, qui se fera, là aussi, sur le dos du petit contribuable. Augmenter le prix de l'essence à la pompe peut certes augmenter les revenus dus à l'Etat par les distributeurs mais l'effet sera aussi de faire grimper tous les prix des matières de base. Et cela au moment où le gouvernement, dans une curieuse démarche, s'inscrivant en porte-à-faux avec le programme du "président des pauvres", a refusé de reconduire les exonérations sur les importations de riz, de blé et de sucre. La négligence coupable de cet axe essentiel du programme social du président de la République a sans doute facilité la tâche à l'opposition, quand celle-ci a commencé à jouer sur la corde, très sensible, de la détérioration des conditions de vie des populations. Ni le discours du Premier ministre devant le Parlement, ni les sorties hebdomadaires de quelques membres du gouvernement (dont l'action manque de visibilité, cinq jours sur sept), pour commenter les mesures prises chaque semaine par le Conseil des ministres, ne sont de nature à faire oublier que la vie est de plus en plus dure. Peut-être bien que tout n'est pas lié, comme le fait croire l'opposition, à la carence du pouvoir, mais bien à la persistance de cette crise dont on ne met souvent en avant que les aspects politiques. On oublie que l'économie du pays est si fragile, même quand la turbulence politique ne joue pas des siennes. On ne comprend pas que le manque de dialogue est perçu comme un mauvais signe pour faire de bonnes affaires par des opérateurs dont, justement, le principal client est l'Etat. L'attitude prudentielle des hommes d'affaires mauritaniens est sans doute à l'origine de l'assèchement sans précédent du marché et de ce "manque d'argent" dont tout le monde se plaint. A croire que la liquidité qui faisait tourner le monde de l'informel, et donc permettait à ceux qui ne sont ni hauts fonctionnaires ni hommes d'affaires, d'en profiter, a été rangé dans les coffres en attendant de voir clair dans cette situation de ni guerre ni paix. C'est cela le piège qui est en train de se refermer sur le président Mohamed Ould Abdel Aziz. Par la faute d'une majorité dont le souci premier est de reprendre son poste de copilote, après avoir réussi à valoriser son soutien disparate par la mise en plan d'une coalition politique de onze partis.

Sneiba Mohamed